

# Justice

Pour la Responsabilité et le Développement véritable



Jeudi 22 Juillet 2010 - 90<sup>ème</sup> Année - N° 29 - Martinique : 1,80 € - France : 2,20 € - DOM : 1,90 €

## Essence : brutal réajustement !



# Prix d'une gestion de crise chaotique



**SÉISME EN HAÏTI**  
Six mois après,  
l'impossible oubli

**SYSTÈME SARKOZY**  
Une crise morale  
sans précédent !

**Sommaire**

*Sa ka Pasé* ..... p. 2

*Edito* ..... p. 3/4  
- Système Sarkozy

*Dossier retraites* ..... p. 4  
- Un record d'injustice

*Société* ..... p. 5/7  
- Tous martiniquais ou tous créoles ?  
- Plan chlordécone

*Economie* ..... p. 7/9  
- Bref-Eco  
- Hausse brutal du carburant

*Politique* ..... p. 9  
- UMP Martinique

*Eco-Social* ..... p.10/12  
- Société martiniquaise passé au scan

*Tribune* ..... p. 12/13  
- Conseil Régional

*Notre Région* ..... p. 13/16  
- Haïti : l'impossible oubli  
- Cuba : Libération de 52 prisonniers  
- Honduras : la dictature continue

*Dans le Monde* ..... p. 16/17  
- Anniversaire de Nelson Mandela  
- Catalogne : défendre l'autonomie

*Annonces légales* ..... p. 17/19

*Sport & Culture* ..... p. 20  
- Tour cycliste de la Martinique  
- 29ème Festival culturel de F-de-F

**"JUSTICE"**

**Administration & Rédaction :**  
**Tél. : 05 96 71 86 83**  
**Fax : 05 96 63 13 20**  
**ed.justice@wanadoo.fr**



Fondateur : **Jules MONNEROT**  
 (8 Mai 1920)

Angle rues A. Alikér & E. Zola  
 Fort-de-France - Tél. : 05 96 71 86 83

Commission Paritaire n° 0111 | 87526  
 26 Janvier 2006

Directeur de la Publication :  
**Fernand PAPAYA**

Maquette : Guennaël GUIOUBLY

Impression :  
**Nouvelle Imprimerie Martiniquaise**  
 37, Rue E. Zola - 97200 Fort-de-France  
 Tél. : 0596 73 14 54

**DENGUE : CINQ MORTS**

L'épidémie de dengue a causé la mort de cinq personnes en Martinique à ce jour : un en mai, deux en juin et récemment deux en juillet. Pour deux cas le lien est direct et il est indirect pour les trois autres. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 22 février 2010, il a été répertorié 10 820 cas cliniquement évocateurs de la dengue et 2 520 cas biologiquement confirmés. 133 personnes ont été hospitalisées dont 17 % de cas sévères et 44 % d'enfants. Les consultations pour suspicion de dengue sont en augmentation. La dengue est une maladie virale transmise par le moustique avec forte fièvre, courbatures, maux de tête et grande fatigue. Toutes les communes de Martinique sont touchées et plus particulièrement celles du Sud. Les mesures de prévention sont plus que jamais de rigueur : moustiquaires, produits répulsifs, etc.

**UN CHU UNIQUE DANS TROIS ANS**

Christian Ursulet, le directeur général de l'Agence régionale de santé(ARS), a annoncé le 16 juillet dernier la création dans trois ans d'un Centre hospitalier universitaire unique regroupant le CHU de Fort-de-France, le CH du Lamentin et le CH de Trinité. Cette entité sera répartie sur trois sites : Pierre Zobda-Quitman, Mangot-Vulcin et Trinité. Il prévu quatre grandes filières :

- Femme, mère, enfant ;
- Chirurgie ;
- Médecine ;
- Urgences ;

Chaque filière aura une équipe médicale intégrée qui interviendra sur les trois sites. Il s'agit de lutter contre les déficits et d'améliorer la qualité et la sécurité des soins, est-il avancé.

S'agissant des urgences, il est annoncé la mise en place de maisons médicales de garde.

Cette fusion s'inscrit dans le projet médical de territoire de la Martinique qui comporte sept chantiers au total. Les autres sont : le plan handicap et personnes âgées, l'organisation de la permanence des soins, la démographie médicale et paramédicale, la prévention ciblée sur les problèmes de santé publique, le travail en réseau et la coopération caribéenne. Cette réforme devra se réaliser dans le délai de 3 ans, selon le DG de l'ARS.

**Dissidence : EUZHAN PALCY LANCE UNE FONDATION POUR EN PERPÉTUER LA MÉMOIRE**

Après la réalisation de son documentaire "Parcours de dissidents" en 2007, Euzhan Palty a décidé de créer une "Fondation pour l'histoire et la mémoire de la Dissidence". Il s'agit, selon la célèbre réalisatrice martiniquaise, au-delà de la trace audiovisuelle de créer "un sillon plus profond pour donner racine à la mémoire de l'histoire de ces hommes et de ces femmes". Pour aider à la création de cette fondation, le documentaire "parcours de dissidents" est diffusé en CD. Deux autres documentaires ont été réalisés sur l'histoire de deux figures antillaises de la résistance en France : le Martiniquais Gérard Pierre-Rose, dit Manfred, chef du maquis Fort-de-France, et le Guadeloupéen Tony Bloncourt, responsable du déraillement du Gentilly Express qui provoqua la mort de plus de 350 nazis. Tous deux fusillés par les nazis.

**ENCORE UN JEUNE ABATTU PAR ARME À FEU POUR UN MOTIF FUTILE**

Un jeune robertin de 22 ans, Olivier Henry, a été abattu à l'angle des rues Lazare Carnot et Félix Eboué à Fort-de-France, lundi 12 juillet dernier, vers 22 heures. La scène a été enregistrée par des caméras de vidéo-surveillance, mais le meurtrier ne serait pas identifiable. Un jeune de 19 ans déjà connu défavorablement de la justice, tout comme la victime, s'est présenté au commissariat de Fort-de-France dès le lendemain pour s'accuser du meurtre tout en invoquant la légitime-défense. L'arme du crime serait un fusil de chasse russe de type baïkal, ce qui démontre une circulation d'armes assez incroyable dans notre pays. Le motif du meurtre serait, une fois de plus, futile : mauvais regard, affaire de rivalité pour une fille, etc. Le meurtrier présumé a été mis en examen pour assassinat- meurtre avec préméditation (crime passible de la réclusion criminelle à perpétuité) et écroué à Ducos. Il s'agit du neuvième meurtre depuis le début de l'année et le sixième par arme à feu. L'hécatombe qui frappe nos jeunes se poursuit. Il est temps d'agir fermement contre la circulation des armes à feu. Mais ce nouveau crime illustre le fait que la société martiniquaise est malade. Justice présente ses condoléances à sa famille.

## SYSTÈME SARKOZY : DE LA CRISE SOCIALE À LA CRISE MORALE

Que reste-t-il des promesses électorales de Nicolas Sarkozy qui proposait aux Français de *“travailler plus pour gagner plus”* dans une *“république irréprochable”* ? Pas grand-chose aujourd’hui. Pour ce qui est de *“travailler plus”*, on s’y achemine depuis longtemps vers un allongement du temps de travail de ceux à l’encontre de qui la loi permet désormais d’imposer des heures supplémentaires avec le cadeau de leur défiscalisation accordé au patronat.

*“Travailler encore plus”* ? Mensonge avec la banalisation du travail les dimanches et jours fériés mais surtout avec le recul de l’âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans et de 65 à 67 ans pour ceux n’auraient réuni le nombre de trimestres de cotisations nécessaires pour un taux plein. Mais pour ce qui est *“de gagner plus”*, bien naïfs seraient ceux des salariés qui ont y cru ou qui y croient encore. Toute la politique menée depuis son arrivée au pouvoir par N. Sarkozy a consisté à faire payer aux plus démunis la facture de la crise capitaliste, à détricoter le Code du travail pour répondre aux injonctions du Medef, à bloquer les salaires et les retraites, à réduire les aides aux handicapés, à l’emploi et aux étudiants.

Seuls les détenteurs de grandes fortunes y ont gagné. Leur patrimoine a augmenté de 25% entre 2008 et 2009 comme le révèle le magazine Challenge!

Quant à cette République qui se devrait d’être *“irréprochable”*, son image était déjà bien ternie dès le début du quinquennat avec les frasques et le *“bling-bling”* du président, bien plus soucieux de consolider les avantages de ses amis du *“premier cercle”* qui financent son parti que d’améliorer le sort des gens de condition modeste.

Ce sont donc les ravages de cette politique qui, depuis quelques mois, pèsent si lourdement dans bilan de ce gouvernement avec les 4 millions de chômeurs que compte la France et le mécontentement grandissant des smicards, de ceux qui doivent se contenter des minima sociaux et même des classes moyennes qui avaient pourtant largement contribué à la victoire de la droite.

Mais, à cette crise politique et sociale est venue s’ajouter une crise morale avec ces ministres qui abusent sans aucune retenue des moyens de l’Etat pourtant déclaré en faillite par François Fillon et donc de l’argent des contribuables. Sarkozy les a virés mais cela ne suffirait pas à assainir le climat.

Et les péripéties de l’affaire Woerth-Bettencourt qui éclaboussent les plus hauts responsables de l’Etat ont achevé de décrédibiliser le gouvernement. Elles ont révélé les connivences plus que malsaines entre les puissances d’argent et cette droite élue sur un programme marqué du sceau de la vertu.

Pas étonnant donc qu’en dépit de la mobilisation générale pour sauver ce qui peut l’être encore, 63% des Français avouent ne plus faire confiance à ceux qui dirigent aujourd’hui le pays.

Car le peuple a enfin pris conscience de la profonde injustice de la politique conduite pendant trois ans par Nicolas Sarkozy. Comment peut-il admettre le versement par l’Etat d’un chèque de 30 millions d’euros au titre du bouclier fiscal, déjà si impopulaire, à une milliardaire qui ne sait même plus comment dépenser son immense fortune ?

Comment justifier aux yeux de l’opinion la politique de réduction drastique des dépenses publiques exigées par les marchés financiers afin de ramener le déficit dans les limites imposées par l’Europe alors que l’Etat qui s’est lourdement endetté pour sauver les banques prive de plus de 40 milliards de recettes à travers la multitude de niches fiscales dont profitent ceux qui ont déjà tout.

Comment accepter cette politique de rigueur qui prend de plus en plus aux pauvres pour le redistribuer aux riches ? Une rigueur que le président de la République a maintes fois tenté de nier à travers une foultitude d’arguties mais dont la réalité a été reconnue par François Fillon, lors de sa visite au Japon. Des mensonges au plus haut niveau de l’Etat pour cacher les souffrances imposées aux plus faibles !

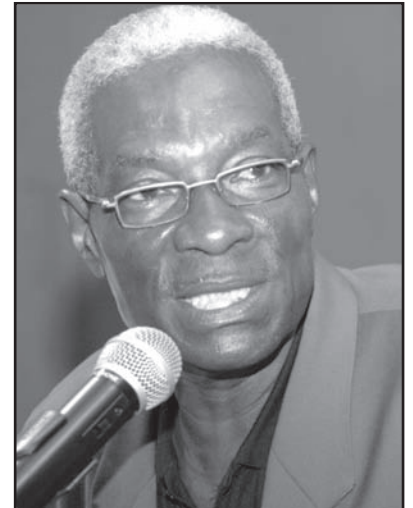
Et ce n’est pas l’annulation de la garden-party du 14 juillet sous prétexte d’économie qui va redonner un peu de vertu à ce pouvoir confronté à la plus grave crise politique depuis 1968 et qui se double d’une crise morale.

Ce n’est pas non plus la participation au défilé du 14 juillet des soldats des 13 pays africains dont nombre de chefs d’état sont plus que corrompus qui effacera de la mémoire des peuples africains le terrible jugement porté par N. Sarkozy lors de son discours de Dakar sur l’homme africain incapable de progrès qui ne serait pas encore entré dans l’histoire.

L’affaire Woerth-Bettencourt a transformé en incendie le feu qui depuis longtemps couvait sous la cendre.

Le gouvernement- et au premier chef le président de la République- tentent de reprendre la main. C’est pour cela que ce dernier s’est invité à la télévision le 12 juillet dernier, pendant plus d’une heure, pour tenter de sauver son ministre du travail porteur de la réforme tant décriée des retraites et annoncer qu’il ne changerait pas de politique, quitte à jeter des millions d’hommes et de femmes dans la rue.

C’est encore pour tenter de redorer son blason que l’Elysée et Matignon mettent actuellement sur pied une stratégie de communication de 120 millions d’euros qui comme le révèle Libération, vise *“par un ensemble de tech-*



niques de narration et de mise en scène” à conférer au “message politique les apparences d’une information objective”.

Est-ce pour désamorcer le risque d’explosion sociale pourtant attisée par la presse de droite ?

Car c’est le journal de droite **Le Figaro** qui vient de relancer la charge contre les syndicats, coupables de s’opposer à la réforme des retraites, en écrivant : “*Il reste une Bastille à faire tomber : le despotisme syndical*” et en dénonçant : “*les droits acquis (...) fixés par le Code du travail*”, des acquis jugés insupportables par les élites mécontentes de l’opposition du peuple au projet de N. Sarkozy de “*banalisation libérale de la France*”, comme le note l’historien philosophe Marcel Gauchet.

Mais la crise capitaliste a considérablement contrarié ce plan. Les belles promesses se sont envolées et la facture de la rigueur qui se traduira inévitablement par des augmentations d’impôts et des sacrifices accroîtra encore le sentiment d’injustice fiscale et sociale.

Nicolas Sarkozy voulait “*décomplexer*” les rapports des Français avec l’argent, mais en privilégiant ses amis fortunés, il lui a donné une odeur plus que sulfureuse. Les forces populaires, des syndicats rassemblés aux partis de gauche, s’apprêtent à donner à la rentrée à cette politique une riposte à la hauteur des enjeux d’une véritable alternative.

G Erichot